

MARCHE POUR LES SCIENCES LE SAMEDI 22 AVRIL 2017

Marchons pour des sciences indépendantes, ni vassalisées, ni paupérisées, ni précarisées.

La communauté scientifique subit des attaques répétées de la part de groupes de pression défendant leurs intérêts qui remettent en cause fermement et insidieusement des résultats issus de recherches, n'hésitant pas à décrédibiliser, vassaliser, paupériser et précariser les équipes scientifiques. Les multinationales minières, de l'alimentation, du tabac, des biotechnologies agricoles, financent des travaux de recherche dans le seul but de relativiser les risques que font courir leurs produits ou activités sur la santé humaine et sur l'environnement. Des groupes religieux, en promouvant leur croyance à l'école ou l'université, remettent en cause les faits scientifiques. Certains groupes politiques n'hésitent pas à remettre en cause des faits établis par les travaux scientifiques d'historiens, économistes ou sociologues pour les besoins de leur propagande. **La science est basée sur la pensée critique et doit rester au service du citoyen et du progrès humain. Elle doit permettre l'émancipation du plus grand nombre et non pas être soumise aux intérêts d'une minorité.** Il est d'ailleurs plus que regrettable que la promotion de la science soit si peu présente dans le débat des élections présidentielles.

Les organisations signataires s'associent à l'initiative du 22 avril qui rassemblera dans 500 villes dont une vingtaine en France (www.marchepourlessciences.fr) les citoyens qui veulent défendre les sciences en écho à l'appel des scientifiques américains qui protestent contre la politique de Donald Trump.

En France, six dirigeants d'institutions publiques de recherche nationales (CNRS, CEA, INRA, INSERM) ont publié le 20 février un communiqué commun. Ils souhaitent eux aussi défendre la science comme bien universel, dont acte : nous sommes d'accord. Ils poussent un cri d'alarme (bien tardif ! contre les restrictions budgétaires et les gels de postes, dont acte. Mais leur politique gère depuis des années la pénurie dans nos laboratoires et sacrifie ceux qui y travaillent : l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) a les rémunérations les plus basses et la précarité la plus élevée de la fonction publique. Ils sont 70 000 à l'université et 15 000 dans les

organismes de recherche à travailler sur des emplois précaires. Dans le même temps, la stagnation des crédits budgétaires se traduit par plus de 6000 emplois laissés vacants dans les EPST. Or la **précarité touche les plus jeunes travailleurs de la recherche**, poursuivre cette politique c'est sacrifier toute une génération de scientifiques et de personnels techniques.

Dans les laboratoires, faute de crédits récurrents et des postes, l'essentiel n'est plus la connaissance. **Les scientifiques doivent utiliser une grande partie de leur temps à la recherche des fonds** indispensables pour fonctionner et financer leurs travaux, en adaptant leurs recherches aux appels d'offres de plus en plus finalisés (ANR, Europe,...) et tournés vers les retombées économiques. Les Plans d'Investissements d'Avenir (PIA) attribués par le Commissariat Général à l'Investissement, dirigé par des non scientifiques (industriels et technocrates), imposent des regroupements universitaires territoriaux qui dépendent des financements des entreprises et des collectivités territoriales. La mise à l'écart des scientifiques et l'asservissement de la démarche scientifique à des finalités politico-économiques qui en découlent affaiblissent le potentiel de recherche publique de la France.

Et pourtant, l'argent public existe. Le crédit impôt recherche (CIR) par exemple représente 6 milliards d'euros par an (plus de 2 fois la dotation du CNRS !). Cette dépense fiscale, qui augmente tous les ans, est attribuée sans aucune évaluation sur son impact sur la recherche, les enjeux sociétaux (transition écologique...) ou l'emploi en France.

Il faut redonner sa place à la science et à la communauté scientifique, à l'abri de tout conflit d'intérêt. Il faut en finir avec la précarité et le mode de pilotage par appels à projets. La recherche a besoin de liberté. Le soutien récurrent doit devenir la base essentielle du financement de la recherche. Il faut donner de l'intérêt à la science en offrant aux étudiants et aux précaires des postes, et aux personnels des salaires décents.

Le 22 avril nous serons dans la Marche pour les Sciences pour revendiquer :

- Des sciences pour les citoyens et le progrès humain indépendantes des lobbies ;
- Un plan de titularisation de tous les contractuels et vacataires de l'ESR travaillant sur des fonctions pérennes ;
- Un plan pluriannuel de création d'emplois de fonctionnaires enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs, personnels techniques, de bibliothèque et administratifs à hauteur de 6000 emplois par an pendant 10 ans ;
- L'augmentation de crédits récurrents des laboratoires, notamment par le transfert des crédits du PIA et de l'ANR vers les budgets des organismes et des universités ;
- Une remise à plat du CIR pour conditionner les aides publiques à des objectifs d'intérêt général (emploi, défis sociétaux) ;
- Une loi de programmation de l'ESR, avec un financement en augmentation : + 3,5 milliards d'euros/an pendant 10 ans pour atteindre l'objectif de 1 % du PIB pour la recherche publique et 2 % du PIB pour l'enseignement supérieur.

La défense de la science ne peut se faire qu'en mettant en cause la politique qui la vassalise, qui la paupérise et qui la précarise.